

Europe. La Chine veut s'impliquer davantage pour réduire la dette

La Chine s'est dite, hier, « prête à participer davantage à la recherche d'une solution à la crise de la dette en Europe », à l'occasion du 14^e sommet sino-européen. Alors que l'agence Moody's a dégradé, hier, la note de solvabilité de six pays et a placé sous surveillance négative trois autres, la question préoccupe de plus en plus la Chine en raison de l'interdépendance des économies, l'Europe étant le premier marché de ses exportateurs.

« Si interdépendantes »

Les deux économies « sont devenues si interdépendantes qu'un changement dans le taux de croissance de l'un des deux partenaires stratégiques a un impact direct et palpable sur l'autre », avait souli-

gné le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy, avant le sommet.

La Chine a indiqué à plusieurs reprises sa volonté de participer au Mécanisme européen de stabilité, qui doit être mis en place en juillet. Mais l'Europe, deuxième économie mondiale, n'a pris aucun engagement chiffré.

Parallèlement, les discussions sur le statut d'économie de marché de la Chine vont entrer dans une nouvelle phase. Pékin avait demandé jusqu'alors sans succès que l'UE reconnaisse ce statut à la Chine avant 2016, statut qui offrirait à la Chine de meilleures garanties d'accès au marché européen pour ses produits, en les mettant à l'abri de clauses antidumping.

> Et aussi...

GRÈCE. LA ZONE EURO REPORTE SA DÉCISION SUR UNE AIDE

Les ministres des Finances de la zone euro ont décidé de reporter leur décision sur un nouveau plan de sauvetage financier pour la Grèce car le pays n'a pas encore rempli les conditions qui lui ont été fixées, a annoncé, hier soir, leur chef de file, Jean-Claude Juncker. « De nouveaux travaux techniques doivent encore être réalisés », a-t-il indiqué.

THAÏLANDE. ISRAËL ACCUSE L'IRAN D'ÊTRE DERRIÈRE LES ATTENTATS DE BANGKOK

Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a accusé l'Iran d'être responsable des explosions, hier, dans le centre de Bangkok, qui ont fait un blessé grave, au lendemain d'attaques contre le personnel des ambassades d'Israël en Inde et en Géorgie.



SYRIE. HOMS TOUJOURS PILLONNÉE

Le régime syrien a lancé, hier, un violent assaut sur la ville de Homs. Au total 23 personnes, dont 17 civils, ont été tuées, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. L'incapacité du Conseil de sécurité de l'Onu à se mettre d'accord a « encouragé le gouvernement syrien à lancer un assaut sans retenue (...) », a déploré le Haut commissariat de l'Onu aux droits de l'Homme. Profondément divisée, la communauté internationale étudie la proposition d'une force de paix avancée par la Ligue arabe. (Photo AFP)

PAYS-BAS. 1.737 VÉHICULES AU NOM D'UN AUTOMOBILISTE

La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné, hier, les Pays-Bas pour avoir laissé pendant plus d'un an des inconnus utiliser frauduleusement l'identité d'un automobiliste après le vol de son permis, leur permettant d'enregistrer 1.737 véhicules à son nom. La vie du conducteur victime de la fraude avait viré au cauchemar : poursuivi pour plusieurs infractions impliquant ces véhicules, il s'était vu infliger plusieurs amendes et avait finalement été incarcéré pour défaut de paiement.

JAPON. PROJET DE PARC ÉOLIEN AU LARGE DE FUKUSHIMA

Des entreprises nippones ambitionnent de construire un important parc d'éoliennes au large de Fukushima, province victime l'an passé du plus grave accident nucléaire en 25 ans. Le projet, qui pourrait être réalisé d'ici à 2016, prévoit une capacité de production électrique de l'ordre de 12.000 kilowatts, de quoi alimenter plus de 100.000 foyers. Une expérimentation devrait débuter prochainement, soutenue par le ministère japonais de l'Industrie.

AUSTRALIE. CONDAMNÉ, IL SE DIT PRÊT À MONTRER DE NOUVEAU SES FESSES À LA REINE ELIZABETH

Un Australien devra payer une amende de plus de 600 euros pour avoir montré ses fesses à la reine d'Angleterre lors de sa visite en octobre dernier. Liam Warriner, 22 ans, barman à Sydney, a prévenu, hier, qu'il recommencerait. Poursuivi pour trouble à l'ordre public, il a plaidé coupable. Il a expliqué que son geste était une protestation politique pour montrer son mépris envers la monarchie et les élites.

Requins meurtriers. L'homme premier responsable



Un tiers des espèces sont menacées, dont le grand requin blanc, qui pourrait disparaître en raison de la demande en Asie pour ses ailerons.

Les requins tuent de plus en plus de nageurs et de surfeurs à travers la planète. Un phénomène dont l'homme paraît responsable, en raison de l'essor du tourisme de masse et du réchauffement climatique.

Les requins ont tué douze personnes en 2011 à travers le monde, soit deux fois plus de nageurs et de surfeurs qu'en 2010, selon les dernières estimations de l'ichtyologiste George Burgess, de l'Université de Floride (États-Unis), la référence statistique dans ce domaine.

Ce bilan est modeste comparé aux 30 à 70 millions de requins tués par les humains annuellement. « C'est une tragédie car les populations de requins diminuent rapidement », a déploré l'expert. Un tiers des espèces sont menacées, dont le grand requin blanc, qui pourrait disparaître en raison de la demande en Asie pour ses ailerons.

Les États-Unis ont enregistré le plus d'agressions avec 29 des 75 attaques signalées sur la planète mais ils n'ont déploré aucun décès. Les

pays ayant compté le plus de morts sont l'Australie (trois pour onze attaques), l'Afrique du Sud (deux pour cinq agressions), l'île de la Réunion (deux décès pour quatre attaques) et les Seychelles (deux décès pour deux attaques).

« Pas traditionnellement des zones de tourisme »

La Réunion, les Seychelles et la Nouvelle Calédonie ont ensemble enregistré sept agressions et cinq morts, soit près de la moitié des décès. « Ces régions ne sont pas traditionnellement des zones de tourisme de masse mais ont connu ces dernières années un afflux important de vacanciers », a pointé George Burgess, soulignant que les autorités locales « ne disposent pas des infrastructures de surveillance ni des servi-

ces d'intervention d'urgence ». Les statistiques montrent en outre « une diminution depuis dix ans », des attaques de requins en Amérique, notamment en Floride, ce qui s'expliquerait, selon lui, par la crise économique, entraînant une diminution des touristes sur les plages.

Outre les afflux de touristes dans des zones où ils n'allaient pas avant, des experts ont aussi évoqué le réchauffement climatique pour expliquer l'accroissement des attaques. En août dernier, les autorités de l'Extrême Orient russe ont fait part de trois attaques non-mortelles de requins dans la région du Primorie. Des experts estiment que le réchauffement pourrait être l'une des causes de l'apparition de requins dangereux dans cette région qui jusqu'alors n'en avait pas.

Canada. Comment le pays a récupéré son triple A

La France, rétrogradée par Standard & Poor's, est à présent menacée par Moody's. Au début des années 90, le Canada avait perdu son triple A. Et il lui a fallu dix ans pour le retrouver, au prix d'un remède de cheval.



Le Parti libéral (centre gauche) a remporté trois élections successives à la Chambre des communes sur un programme de baisses des dépenses publiques.

De notre correspondant à Montréal.

« Réveillez-vous Ottawa, (...) municipalités et autres politiciens dépensiers ». Le 15 octobre 1992, le quotidien torontois The National Post interpelle la classe politique. Le Canada vient de perdre son triple A chez Standard & Poor's sur sa dette libellée en monnaie étrangère. Fin 1993, les Canadiens, lassés des conservateurs, portent au pouvoir les libéraux (centre gau-

che) de Jean Chrétien pour sauver les finances. Ce qui n'empêche pas en 1994 l'agence Moody's de dégrader à son tour le Canada.

« Membre honoraire du tiers-monde »

Mais la plus grande humiliation dont se souviennent encore les Canadiens a été celle du Wall Street Journal qui, en 1995, a traité le Canada de « membre honoraire du tiers-monde ».

Aujourd'hui, le quotidien américain a fait d'Ottawa un modèle. Les recettes de ce « miracle de la feuille d'érable », comme l'ont parfois appelé les économistes américains, sont simples : une baisse tous azimuts des dépenses publiques touchant tous les ministères.

Hausse des taxes et baisse des allocations

Au quotidien, les changements se

sont traduits par une augmentation des taxes à la consommation et par des hausses de l'impôt sur le revenu. Seuls les plus riches y ont en partie échappé, grâce à la création de niches fiscales. Les allocations de chômage (demeuré relativement élevé pendant la décennie qui a suivi la perte du AAA) ont baissé, ainsi que les subventions aux agriculteurs et aux entreprises.

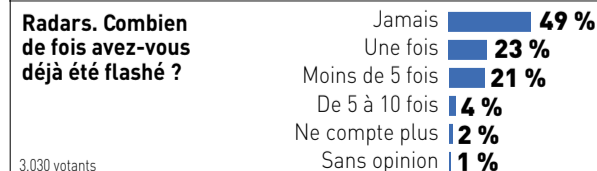
Et puis, le dollar canadien est demeuré très bas, mettant plus d'une décennie pour retrouver sa parité avec le dollar américain. Du coup, les Canadiens ont pris l'habitude de moins voyager.

Aujourd'hui, « les dépenses sociales du Canada représentent 17 % du PIB, contre 21 % au milieu des années 1990 et 28 % en France », souligne l'économiste Stéphane Marion.

Selon lui, « la population, traumatisée par l'expérience, comprend la nécessité de préserver des finances publiques saines ». Et de tirer cette conclusion : récupérer un triple A « est possible seulement si les politiciens et la population sont prêts à admettre et à accepter une révision en profondeur du contrat social ».

Ludovic Hirtzmann

La question du net



La question du jour. Présidentielle. Selon vous, Nicolas Sarkozy est-il déjà en campagne ?